



Genève

Le Courrier
1211 Geneve 8
022/ 809 55 66
www.lecourrier.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 8'766
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 310.13
Abo-Nr.: 1032028
Seite: 1
Fläche: 18'981 mm²

ÉDITORIAL

La pauvreté sort de l'ombre

RACHAD ARMANIOS

Alors que 2010 a été décrétée «Année européenne contre la pauvreté», le Conseil fédéral se penche enfin sur cette réalité en Suisse. Début avril, il publiait un rapport définissant ses stratégies de lutte et une conférence nationale se tiendra cet automne. Pour Caritas, qui organise aujourd'hui une Journée d'action nationale, «la pauvreté sort de l'ombre», selon les termes du directeur de l'œuvre d'entraide à Genève.

Mais cette lumière est projetée sur une sombre réalité, puisque le phénomène touche toujours plus de personnes en Suisse. Alors que les enfants sont symboles de prospérité, procréer est une cause de paupérisation. Jeunes ou aînés, hommes, mais surtout femmes, beaucoup ne peuvent payer leurs impôts, les primes maladie, le loyer, et tombent dans le cercle infernal des dettes.

Le plus scandaleux, pourtant, c'est que travailler ne protège pas de la précarité. Dans ses stratégies de lutte contre la pauvreté, le Conseil fédéral fait l'impasse sur le phénomène des travailleurs pauvres, éludant la question fondamentale des salaires. Tant que des employés seront sous-payés, l'aide sociale, indispensable, restera en partie une forme de subvention à une économie déresponsabilisée et prédatrice.

Le Conseil fédéral appelle aussi à optimiser le système de sécurité sociale. Mais dire est une chose, faire en est une autre: assurance-invalidité, AVS, chômage, partout les autorités cherchent à affaiblir le filet social.

Prôner une politique inverse revient à prêcher dans le désert. A Genève, des députés

de gauche et du centre viennent de déposer une motion pour que l'Etat analyse en profondeur le phénomène de la pauvreté afin de pouvoir mieux la combattre. Les socialistes auraient voulu aller plus loin, notamment en demandant des moyens d'action, mais la motion reste trop minimaliste pour se donner des chances d'obtenir une majorité. On mesure l'état du rapport de forces politique!

L'initiative pour un salaire minimum, à qui le Tribunal fédéral a donné une seconde vie à Genève et qui devrait bientôt trouver un destin national, témoigne pourtant d'une combativité salubre. Ce n'est pas une solution miracle, mais elle a le mérite de prendre le mal à la racine.

Car il n'y a pas que les banques qui doivent être sauvées. De véritables mesures pour freiner la pauvreté – salaires décentés, formation renforcée, filet social resserré, création d'emplois durables – sont urgentes. Car la Suisse n'avance pas seulement grâce à sa prospérité. Elle tient debout grâce à la solidarité et au lien social, mis à mal par les politiques et les pratiques économiques dévastatrices, qui voient par exemple les écarts salariaux se creuser à une vitesse effarante.

Les élites ont de tout temps craint que la «bombe sociale» que représente la pauvreté ne se transforme en révolte contre leurs acquis. Mais en Suisse, la violence que fait subir la précarité reste au sein des couches défavorisées, se démultipliant sous forme de violences au sein des familles, de xénophobie, de racisme. Il est temps de canaliser cette bombe en faveur d'une Suisse plus solidaire.